

## DETTE INTERNATIONALE

Le problème de l'endettement des pays en développement devrait être examiné en détail au Sommet. À la fin de 1986, l'encours de la dette extérieure des pays en développement s'élevait à plus de 1 000 milliards \$US. C'est la dette de l'Amérique latine, qui atteint presque 400 milliards \$US, qui continue d'attirer le plus d'attention. Les trois quarts de cette dette sont concentrés dans quatre pays: le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Venezuela. La plus grande partie de la dette des principaux pays débiteurs a été contractée auprès de banques commerciales et d'autres créanciers privés.

La dette extérieure des pays les moins avancés, particulièrement celle de certains pays de l'Afrique sub-saharienne, pose des problèmes uniques qui exigent une attention spéciale en raison de la capacité limitée du service de la dette dans ces pays. De plus, comme le niveau de l'endettement de ces pays est relativement peu élevé en termes absolus (environ 85 milliards \$US pour toute l'Afrique sub-saharienne), il est arrivé souvent que la situation n'obtienne pas le degré d'attention qu'elle méritait. Dans plusieurs de ces pays, la dégradation des termes de l'échange a rendu l'exercice du service de la dette extérieure de plus en plus difficile à court terme. Les pays les plus pauvres ont des dettes surtout envers des gouvernements et des institutions financières internationales. Le fardeau des pays les plus pauvres est maintenant reconnu comme un problème distinct.

Le Canada s'inquiète particulièrement de ce problème et se propose de souligner l'importance de l'examiner de près lors des discussions qui auront lieu à Venise.

Malgré les efforts importants qui ont été faits pour atténuer le problème de la dette, les progrès réalisés sont plutôt fragiles. Des crises financières potentielles ont été successivement évitées et, bien qu'elle soit encore présente, la menace qui pèse sur le système financier mondial a été considérablement réduite. Plusieurs des pays les plus endettés ont mis sur pied de vigoureux programmes d'ajustement. C'est une disposition essentielle au rétablissement de leur capacité d'emprunt. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont joué un rôle clé dans l'aide aux pays débiteurs. Les créanciers officiels et les banques commerciales membres du Club de Paris ont aidé les pays débiteurs à appliquer leurs programmes d'ajustement en leur accordant, au besoin, des rééchelonnements de dettes et des extensions de crédit. Finalement, la chute des

taux d'intérêt au cours des deux dernières années a largement contribué à alléger le fardeau de la dette dans plusieurs pays en développement.

En dépit de ces facteurs positifs, la mise en oeuvre de la stratégie de la dette à l'égard des débiteurs à revenus moyens a été inégale. De plus, la situation diffère considérablement d'un pays débiteur à l'autre. La croissance particulièrement lente de l'économie mondiale et la faiblesse persistante du prix des matières premières limiteront continuellement la mise en oeuvre de la stratégie de la dette. Il est maintenant évident qu'il faudra la revigorer.

La stratégie mise de l'avant en octobre 1985 par le secrétaire au Trésor américain James Baker demeure l'approche la plus globale pour affronter le problème de la dette. Le Plan Baker prend fond sur l'approche au cas par cas du problème de la dette adoptée au Sommet de Williamsburg. Sa principale caractéristique est d'établir pour principe que l'ajustement intérieur doit aussi permettre un taux de croissance économique adéquat dans les pays débiteurs. Plus précisément, le Plan Baker mettait l'accent sur certains besoins essentiels, à savoir: la mise en oeuvre par les pays débiteurs de réformes de leurs politiques économiques, un rôle central continu pour le FMI et un rôle accru pour les banques de développement multilatéral, particulièrement la Banque mondiale, et une augmentation des prêts des banques commerciales.

La plupart des débiteurs et des créanciers continuent de souscrire au Plan Baker, mais il faudra à l'avenir s'attacher davantage à améliorer son application. Comment les gouvernements prêteurs et les institutions financières internationales peuvent-ils jouer un rôle plus actif dans l'apport de ressources financières pour la croissance et l'ajustement? Comment amener les banques commerciales à poursuivre le financement des pays débiteurs qui mettent en oeuvre des programmes d'ajustement appropriés? Et comment inciter les pays débiteurs de façon plus immédiate à renforcer les programmes d'ajustement économique qui donnent de bons résultats? Voilà quelques-unes des principales questions auxquelles il faudra répondre.